

PROGRAMME TAIÛWAN SUR LA SÉCURITÉ ET LA DIPLOMATIE

Janvier 2024

Les *proxies* de Pékin à Taïwan : tour d'horizon d'un vecteur de l'influence chinoise

Adrien SIMORRE



Adrien Simorre est diplômé d'un master de Sciences Po Paris, aujourd'hui journaliste indépendant, interprète et consultant basé à Taipei depuis 2020. Correspondant pour Libération et Radio France, il se spécialise sur les relations inter-détroit et la politique taïwanaise.

Le Programme Taïwan sur la sécurité et la diplomatie vise à permettre une meilleure compréhension des principaux enjeux à Taïwan et dans le détroit de Taïwan, ainsi que du potentiel de coopération entre la France, mais aussi l'Union européenne, et Taïwan, à travers l'organisation de conférences et la publication d'articles, ainsi que des entretiens avec des décideurs politiques et des experts taïwanais de premier plan. Ce programme de recherche indépendant bénéficie d'un soutien du Bureau de représentation de Taipei en France.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

La société taïwanaise est aux premières lignes des stratégies d'influence du Parti communiste chinois (PCC). Si celles-ci se traduisent par des manœuvres informationnelles visant à désinformer la population et à la faire douter des institutions démocratiques du pays, elles se matérialisent également dans le recrutement de groupes et d'individus directement sur l'île. L'utilisation de ces *proxies* de Pékin à Taïwan est cependant « plus rarement rapportée dans les médias internationaux, [...] qui tendent à voir à Taïwan ce qu'ils observent dans leur propre pays, à savoir la désinformation »¹.

Cette politique n'en est pas moins essentielle en ce qu'elle participe du travail de « Front uni » mis en œuvre dont l'objectif final est la prise de contrôle de l'île de 23 millions d'habitants par la République populaire de Chine. Le déploiement de cette stratégie à Taïwan est donc spécifique puisqu'elle vise non seulement à influencer la vie politique de cette démocratie, mais aussi à contribuer au processus d'annexion – y compris par la force –, et à anticiper la gouvernance qui en découlerait.

I. Une stratégie d'influence par la mobilisation de relais des intérêts du Parti

La notion de Front uni désigne à l'origine la fédération des forces extérieures au PCC dans le cadre de la guerre civile contre les nationalistes (1927-1949). Aujourd'hui, le département du Travail du Front uni a pour objectif de servir les intérêts du Parti en Chine comme à l'étranger en cherchant à asseoir sa légitimité, ainsi qu'à discréditer et éliminer toute opposition potentielle à l'exercice de son pouvoir, en Chine ou à l'étranger. Cette stratégie a notamment été activement déployée à Hongkong avant et après la rétrocession de 1997. En 2021, les citoyens taïwanais ont été explicitement désignés comme étant une des cibles dans la nouvelle version du règlement du Travail du Front uni, avec l'objectif d'accomplir la « *réunification complète de la patrie* ».

Le Travail du Front uni envers Taïwan implique en particulier le Bureau des affaires taïwanaises du Conseil des Affaires d'État et du Comité central du PCC et le département du Travail du Front uni du Comité central du PCC ainsi que les organisations placées sous son contrôle, comme le Bureau des affaires religieuses. Cette politique est déclinée au niveau local *via* les bureaux locaux des affaires taïwanaises (台辦) mais aussi des affaires religieuses, du tourisme ou encore de la culture. Tous ces acteurs sont en mesure de « *financer des individus ou des organisations taïwanaises, organiser des réceptions en groupe, prendre des participations ou subventionner des entreprises servant leurs intérêts, accorder des avantages commerciaux, ou encore travailler à recruter des collaborateurs au service du projet d'unification* », note le Bureau d'investigation taïwanais². Plus proches de Taïwan, la province du Fujian et notamment l'île de Pingtan sont à l'avant-poste de cette stratégie et bénéficient à ce titre de postes de dépense renforcés et de mesures préférentielles exclusives à destination des Taïwanais³.

Depuis le début des échanges économiques entre les deux rives dans les années 1990, la Chine a pu s'appuyer sur les centaines de milliers d'investisseurs taïwanais installés sur son territoire, les Taishang (台商), et aujourd'hui leurs enfants, les Taisheng (台生). Dans le même temps, le PCC a encouragé les échanges avec toutes les strates de la société taïwanaise autour d'éléments culturels (calligraphie, généalogie), religieux (taoïsme, bouddhisme, culte des ancêtres), historiques (mémoire de la guerre sino-japonaise, étude de Sun Yat-Sen ou Confucius), ou économiques (agriculture, tourisme, technologie, etc.). Par ailleurs, un réseau

¹ WU Jieh-min, « More than sharp power: Chinese influence operations in Taiwan, Hong Kong and beyond », in *China's influence and the center-periphery tug of war in Hong Kong, Taiwan and Indo-Pacific*, Routledge, 2020.

² Entretien en décembre 2023.

³ A l'image de la zone d'expérimentation intégrée de l'île de Pingtan (平潭綜合實驗區), où a été installé un Marché de produits taïwanais exemptés de taxes et un Parc des entrepreneurs taïwanais.

d'intermédiaires et d'agences de voyage tire ses revenus de ces échanges et de ces visites organisées sous l'égide du Front uni.

Sous la présidence Ma Ying-jeou (2008-2016), ces échanges se sont renforcés, en particulier au niveau officiel, avec par exemple la venue à plusieurs reprises de représentants du Bureau des affaires taiwanaises à Taïwan. Depuis l'élection, en 2016, de la candidate d'opposition Tsai Ing-wen, Pékin a gelé les canaux de communication avec Taipei, et renforcé significativement la pression sur l'île, dans tous les domaines. Le Front uni poursuit en parallèle le recrutement actif de partenaires taiwanais. Alors que la Chine mentionne explicitement dans l'Article 8 de sa Loi anti-sécession de 2005 la possibilité de l'usage de la force contre Taïwan, le risque de mobilisation de ces agents par l'Armée populaire de libération en cas de conflit est réel. Le député du parti majoritaire, le Parti démocrate-progressiste (DPP), Wang Ting-Yu juge par exemple que plusieurs milliers de membres d'organisations criminelles pourraient être mobilisés par Pékin. Des sources non officielles estiment que le nombre d'acteurs susceptibles de porter atteinte à la sécurité nationale en temps de guerre varie entre quelques milliers et 30 000.

I.1. Forces de sécurité

L'armée, la police, les garde-côtes taiwanais sont des cibles privilégiées du Front uni. Les affaires déjà classées indiquent que Pékin exige de ces fonctionnaires qu'ils remplissent trois fonctions principales : (1) le recrutement, en vue de mettre en place un groupe séditieux capable de rébellion ou d'actes de sabotage, (2) une promesse de capitulation en cas d'invasion et (c) la collecte de renseignement. Le ministre de la Défense en personne reconnaît que les efforts de Pékin pour recruter au sein de l'armée sont « *considérables* »⁴.

Initialement, les profils ciblés étaient des gradés en poste sous la dictature du Parti nationaliste chinois (KMT) et à l'identité chinoise marquée, déçus par le virage pro-Taïwan du DPP. L'un des exemples les plus médiatisés est celui de l'ancien lieutenant-général Kao An-kuo (高安國), aujourd'hui âgé de 79 ans, porte-voix décomplexé de l'unification, voire de la rébellion, pour y parvenir⁵. Le député Wang Ting-Yu, membre de la Commission de défense nationale et des affaires étrangères du Parlement taiwanais, relève : « *Le modèle le plus courant concerne des gradés qui ont investi en Chine après leur retraite. À un moment, ils ont des problèmes d'argent, s'endettent ou font faillite. Les agents de la Chine les approchent, et leur prêtent de l'argent. Là, ils sont coincés, car s'ils n'écoutent pas, Pékin menace de rendre publique l'information selon laquelle ils reçoivent de l'argent chinois. La Chine leur demande alors de prendre contact avec leur association d'alumni, avec leurs anciens collègues, etc.* »⁶.

D'autres exemples récents confirment ce scénario. Fin novembre, un colonel à la retraite, Liu Sheng-Shu, a été condamné à vingt ans de prison pour avoir recruté pendant huit ans des soldats retraités ou en exercice au service des renseignements chinois. Le haut gradé investissait en Chine depuis 2013, et passait par une société écran pour payer les commissions. Parmi les personnes condamnées, deux commandants ont expliqué avoir accepté de collaborer afin de rembourser des dettes accumulées lors de jeux d'argent⁷.

Autre exemple, le colonel Xiang De En (向德恩) a été condamné en décembre 2023 à sept ans et demi de prison pour avoir signé un engagement à la reddition, et reçu des revenus mensuels entre 2019 et 2022 ; il devait collecter du renseignement et recruter dans son entourage⁸. Le colonel avait été approché par le responsable d'une association de développement économique inter-détroit de l'île taiwanaise de Kinmen

⁴ « [Alleged helicopter defector arrested](#) », Taipei Times, 12 décembre 2023.

⁵ « [退將高安國穿迷彩服促統 煽動三軍將士推翻民進黨](#) », 29 juillet 2021.

⁶ Entretien, octobre 2023.

⁷ « [共諜案劉聖恕等 7 人最重判 20 年 6 月 劉姓少校無罪檢不服上訴](#) », CNA, 24 novembre 2023.

⁸ « [前陸軍上校向德恩簽降共承諾書 判刑 7 年半定讞](#) », CNA, 8 décembre 2023.

après s'être vu refuser une promotion. Parmi la dizaine de soldats impliqués, certains ont filmé une vidéo intitulée « Je me rendrai à l'Armée populaire de libération ».

Comme le note Shen Ming-Shih, directeur de la division de recherche en sécurité nationale de l'INDSR (institut de recherche rattaché au ministère taïwanais de la Défense), cette stratégie vise désormais « l'ensemble des échelons de l'armée, y compris les plus bas »⁹. En juillet dernier, un professeur de Yo Yo chinois et responsable d'une organisation sportive (中華民國扯鈴聯盟) a été arrêté pour avoir tenté de recruter, via des applications de jeux en ligne, de jeunes soldats et garde-côtes ayant des problèmes d'argent¹⁰. Le jeune homme aurait été recruté dès 2020 après avoir participé à des événements sportifs en Chine.

Selon Shen Ming-Shih, il est pour l'heure « peu probable que Pékin ait réussi à constituer un groupe séditieux organisé, qui serait trop visible ». Depuis l'accession au pouvoir de Tsai Ing-Wen, l'augmentation du budget de la défense et des sanctions renforcées en cas de trahison poussent plusieurs analystes à penser que le risque de trahison est réduit, un constat invérifiable. Selon le ministère de la Défense, près de 90 % des cas d'espionnage détectés entre 2011 et 2023 l'ont été grâce au signalement interne de soldats¹¹.

1.2. Partis politiques

A Taïwan, plusieurs organisations politiques défendent ouvertement l'unification par le PCC, à l'image du Parti communiste du peuple taïwanais (台灣人民共產黨), de l'Association patriotique chinoise (中華愛國同心會), du Parti pour l'alliance et l'unification (統一聯盟黨), ou encore du Parti pour la promotion de l'unification (中華統一促進黨). Elles sont soupçonnées de recevoir de l'argent du Front uni. Le président de l'Association patriotique chinoise, Zhou Qingjun, a été récemment condamné pour avoir financé à hauteur de plusieurs centaines de milliers d'euros la campagne d'une candidate aux élections de conseiller municipal de Taipei en 2018, en partie via des fonds du Front uni chinois blanchis par une entreprise enregistrée dans la province chinoise du Hubei¹².

Mais ces petits partis pro-unification sont marginalisés et ne comptent quasiment aucun élu. Ils semblent en réalité dédiés au recrutement, à l'intimidation ou à la mobilisation ponctuelle. Ainsi, en 2022, les membres de l'Association patriotique chinoise ont été poursuivis pour avoir reçu de l'argent du Front uni afin de harceler des militants hongkongais de passage à Taïwan. Le président du Parti pour la promotion de l'unification, l'ancien parrain de la mafia Chang An-Lo, organise activement le recrutement au sein des organisations criminelles et des temples taïwanais. Le petit Parti communiste du peuple taïwanais, dont les responsables sont poursuivis pour avoir reçu une aide financière directe du PCC, aurait, lui, recruté et rémunéré des participants à une manifestation contre la venue de Nancy Pelosi en août 2022¹³.

Le Nouveau parti (新黨), issu d'un schisme de l'aile pro-unification du KMT dans les années 1990, est un de ces petits partis les plus visibles médiatiquement. En 2018, plusieurs de ses membres ont été poursuivis pour avoir tenté de monter un réseau de recrutement de militaires et d'espionnage au service de la Chine sous couverture d'organisations civiles. Les enquêteurs soupçonnent un soutien financier annuel de Pékin approchant les 400 000 euros et ont découvert dans un fichier perquisitionné la trace d'un projet visant à créer une « force utilisable en temps de paix comme en temps de guerre ». Malgré les confessions de certains accusés, ces derniers ont finalement été acquittés en deuxième instance par manque de preuves. Aujourd'hui,

⁹ Entretien, novembre 2023.

¹⁰ « 扯鈴冠軍涉共謀 4 退役士官遭押 », *United Daily News*, 21 juillet 2023.

¹¹ « 國防部：中共經袍澤情誼、網路接觸等 4 大管道滲透台灣 », *CNA*, 30 octobre 2023.

¹² « 愛國同心會張秀葉拿中資賄選 最高法院判 3 年 5 月定讞 », *Newtalk*, 25 juillet 2022.

¹³ « 台灣共產黨主席收中共資助滲透遭起訴 中國操控選舉細節曝光 », *RFA*, 3 octobre 2023.

les membres du parti animent chacun leurs plateformes Youtube. L'un des cofondateurs de l'organisation, Jaw Shaw-kong, est le candidat à la vice-présidence pour le KMT aux élections du 13 janvier 2024.

Face à l'échec électoral des partis ouvertement pro-Chine, la cooptation de membres des grands partis politiques taïwanais apparaît plus efficace pour le Front uni, qu'elle soit effectuée par le haut (élus, responsables) ou par le bas (conseillers, assistants). L'ancien parti unique, le KMT, est à ce titre particulièrement intéressant grâce à son identité chinoise assumée mais aussi à son réseau d'influence tissé pendant la période dictatoriale (mafias, temples, chefs de quartier, communautés autochtones ou encore associations étudiantes). Si le parti n'est pas à proprement parler pro-Pékin, il reconnaît l'appartenance théorique de Taïwan à la Chine *via* le Consensus de 1992. Le KMT contient également en son sein des factions et personnalités plus favorables à l'unification directe, à l'image de la branche Huang Fuxing (黃復興黨部), le politicien Chang Ya-Zhong ou l'ancienne présidente du parti, Hung Hsiu-chu. Celle qui a rencontré Xi Jinping en 2016 est aujourd'hui à la tête de la Fondation pour la paix et la jeunesse de Chine (中華青雁和平教育基金會) et participe régulièrement à des événements de soutien à l'unification en Chine et à Taïwan. Le résultat des primaires du parti donne un aperçu du poids de cette aile au sein du KMT, avec 60 000 voix récoltées par Chang Ya-Zhong, soit 33 % des suffrages exprimés.

De manière plus large, les échanges entre députés ou responsables du KMT avec des représentants du Front uni sont fréquents. Le vice-président, Andrew Hsia, s'est ainsi rendu à quatre reprises en Chine en 2023, visites durant lesquelles il a notamment rencontré au moins une fois Song Tao, le directeur du Bureau des affaires taïwanaises. Gravitant autour du parti, un écosystème d'acteurs non gouvernementaux coordonne et organise ces échanges avec les unités du Front uni, à l'image de la fondation Ma Ying-jeou, qui invite régulièrement de jeunes politiciens ou des étudiants à participer à des séjours en Chine.

Les investissements financiers de nombreux politiciens de tous bords en Chine donnent d'autres leviers au gouvernement chinois. L'exemple le plus récent est celui de Terry Gou, fondateur du géant électronique Foxconn, dont l'essentiel de la production est concentré en Chine. Prétendant malheureux à l'investiture du KMT pour l'élection présidentielle de janvier 2024, le milliardaire a finalement choisi de se lancer seul dans la campagne, malgré les protestations du parti. Quelques semaines plus tard, les usines de Foxconn ont fait l'objet d'une enquête fiscale et foncière en Chine. La manœuvre a été qualifiée de « politique » par le président du Conseil national de sécurité taïwanais et aurait pour objectif de forcer le milliardaire à abandonner ses ambitions présidentielles pour ne pas « *diviser les votes* » de l'électorat plus favorable à Pékin. Particulièrement discret sur le sujet, Terry Gou a finalement quitté la course fin novembre 2023, agissant malgré lui dans les intérêts de Pékin.

Nouveau venu sur la scène politique, le Parti populaire taïwanais (TPP) de l'ancien maire de Taipei, Ko-Wen Je, actuellement troisième dans les sondages à la course présidentielle, n'échappe pas aux tentatives de pénétration des acteurs pro-Chine. Alors que la formation, qui défend une troisième voie entre le KMT et le DPP, a connu une hausse de popularité inédite en milieu d'année 2023, les enquêteurs taïwanais ont noté une augmentation des demandes d'adhésion provenant de membres d'organisations criminelles ou de proches des réseaux pro-unification. Les internautes taïwanais ont ainsi relevé que deux cadres des antennes du parti à Taipei seraient membres d'une organisation ouvertement pro-Chine, les Hongmen¹⁴. Un responsable du DPP pointe également le rôle d'un des conseillers de Ko Wen-Je, Shu Chin-chiang (蘇敬強), qui avait rencontré Xi Jinping en 2014 lors d'une visite controversée : « *notre analyse est que Ko-Wen je est très influencé par Shu Chin-chiang, qui est lui-même contrôlé dans une certaine mesure par la Chine* »¹⁵.

¹⁴ « [台北民眾黨？四叉貓再爆民眾黨幹部是洪門成員](#) », *Liberty Times*, 6 septembre 2023.

¹⁵ Entretien, octobre 2023.

Un dernier levier à disposition du Front uni est celui du chantage. S'il est loin d'être prouvé que l'opération provient des services chinois ou du Front uni, le cas du député Zhao Tianlin (趙天霖) du DPP, ancien membre de la commission de la défense du Parlement, mérite d'être souligné. En octobre, quelques semaines avant les élections, d'anciennes photographies du député avec une maîtresse de nationalité chinoise ont été divulguées dans la presse taïwanaise, poussant le candidat à renoncer à sa campagne pour la réélection. Des sources internes au parti assurent que Pékin ou ses soutiens auraient volontairement diffusé ces images car le député « *n'a pas voulu coopérer* ».

A gauche de l'échiquier politique, une poignée d'organisations participent ponctuellement à des événements favorables à l'unification, à l'image du parti des travailleurs Lao Dong Dang (勞動黨). Un militant note toutefois qu'il y a « *des incompréhensions entre les jeunes militants et génération plus ancienne, dont certains peuvent soutenir l'unification de manière théorique* », mais « *en réalité, la frange soutenant l'unification selon les termes de Pékin est marginalisée au sein de la gauche taïwanaise* »¹⁶.

1.3. Mouvements religieux

Les mouvements religieux taïwanais – composant un entrelacement de croyances impliquant divinités taoïstes et bouddhistes – sont une autre cible du Front uni. Avec une densité de temples parmi les plus élevées au monde¹⁷, ces lieux de culte disposent d'une influence considérable sur la vie politique et sociale locale de l'archipel. Soutenues par les dons des fidèles – sans obligation de transparence de leurs comptes –, ces temples organisent régulièrement banquets et cérémonies auxquels participent politiciens, hommes d'affaires et organisations criminelles locaux.

Ce volet du Front uni peut s'appuyer sur l'origine chinoise de plusieurs divinités vénérées à Taïwan, à l'image de Guan Gong (« dieu de la justice, de la police et de la mafia », dieu favori de Hou Yu-ih, candidat du KMT aux élections présidentielles de janvier prochain¹⁸) ou de Matsu, déesse de la mer. Dès les années 1990, la Chine a joué sur cette filiation chinoise des temples taïwanais en supervisant les échanges et pèlerinages avec les temples mères, comme l'immense temple Matsu à Maizhou, dans la province du Fujian. La déesse Matsu est ainsi présentée par le PCC comme visant à promouvoir « le projet des routes de la soie » ou encore « la réunification de la mère patrie ».

Cette stratégie peut compter sur la coopération, plus ou moins consciente, de nombreux temples taïwanais. Comme en témoignent des membres d'organisations religieuses, cette filiation aux temples chinois est très attractive pour les temples locaux puisque les pèlerinages renforcent l'énergie spirituelle de la divinité (retrouver ses racines – 尋根), la légitimité du temple et donc sa popularité parmi les fidèles. En juin dernier, le temple Xian-Se (先嗇宮) de Sanchong de la ville de Nouveau Taipei a ainsi co-organisé un événement avec le Bureau des affaires taïwanaises de la province de Gansu¹⁹. Le président du temple, l'ancien secrétaire général du KMT Lee Chien-lung, est lui-même très actif dans les échanges inter-détroits. Cette année, deux organisations majeures taïwanaises ont invité publiquement le temple chinois de Meizhou à se rendre à Taïwan : le temple Gongfan de Mailiao (麥寮拱范宮) et le Dajia Zhenlan (大甲鎮瀾宮), deuxième plus grand temple de Matsu de Taïwan, historiquement contrôlé par la famille de l'ancien parrain de la mafia Yen Ching-piao.

L'actuel président adjoint du temple, Zheng Ming-Kun (鄭銘坤), également directeur de l'influente alliance des temples Matsu de Taïwan, a rencontré en personne le directeur du Bureau des affaires taïwanaises

¹⁶ Entretien, novembre 2023.

¹⁷ Site du Yuan exécutif taïwanais, [Les religions à Taïwan](#), 13 juillet 2023.

¹⁸ [Clip de campagne](#) de Hou Yu-ih, août 2023.

¹⁹ « [先嗇宮與中共合辦「兩岸共祭伏羲典禮」陸委會將會同主管機關查處](#) », *Liberty Times*, 21 juin 2023.

Song Tao en février 2023. Pendant la réunion, ce dernier a critiqué la « dé-sinisation » (去中國化) supposément entreprise par le gouvernement taïwanais, rappelant que le culte de Matsu était un exemple de culture chinoise « *profondément ancrée à Taïwan* »²⁰.

Le contrôle réel des temples locaux par la Chine est cependant à relativiser. Le Parti de promotion de l'unification de Chang An-Lo, s'il est réputé être en contact avec des centaines de temples, ne compterait des membres actifs que dans quelques dizaines d'entre eux. Comme le fait remarquer un chercheur spécialiste du sujet, « *ces temples sont très ancrés dans la société taïwanaise, donc si les croyants réalisent qu'ils sont contrôlés par la Chine, alors ils cesseront de venir* »²¹.

Les grandes organisations bouddhistes sont également dans le viseur du Front uni, qui peut de la même manière compter sur le récit de leur origine « chinoise ». Ces organisations sont particulièrement puissantes à Taïwan, possédant chaînes de télévision, hôpitaux ou encore universités. En plus des dons de leurs fidèles, et notamment de grandes entreprises qui bénéficient ainsi d'une exemption d'impôt, elles puisent une partie de leurs revenus de leurs investissements dans de nombreux secteurs, y compris à l'étranger.

Sur les quatre principales organisations bouddhistes taïwanaises, trois sont issues de moines ayant suivi le KMT en 1949 : Chung Tai (中台世界), Fo Guang (佛光山) et Dharma Drum (法鼓山). Depuis la démocratisation de Taïwan et la première transition politique, leurs dirigeants auraient toujours « une sensibilité en faveur du KMT », ou *a minima* envers « l'idée de Grande Chine », selon des sources internes, ce qui n'est pas nécessairement le cas des fidèles. Ces temples lorgnent par ailleurs en direction des croyants chinois, à l'image du chef spirituel de Fo Guang Shan, qui rappelait en 2014 vouloir « *utiliser Taïwan comme une base pour diffuser le bouddhisme en Chine* »²².

C'est sur ce terreau que la Chine a entrepris d'inviter des délégations taïwanaises au Forum bouddhiste international, organisé à partir de 2006 avec le soutien étroit du Bureau des affaires taïwanaises. Depuis, le moine Wei Chueh, fondateur de Chung Tai, Sheng Yen, fondateur de Dharma Drum, et Hsing Yun, fondateur de Fo Guang, se sont rendus en Chine à de multiples reprises. En mars 2023, Shi Xin-bao (釋心保), le nouveau chef spirituel de Fo Guang, réputée être l'une des organisations les plus influentes à Taïwan, a rencontré en personne le directeur du Bureau des affaires taïwanaises, Song Tao. Peu après la rencontre, ce dernier a dit espérer que Fo Guang fournirait « *de nouvelles contributions pour promouvoir la réunification pacifique* ». Le religieux s'est contenté de « *souhaiter des échanges harmonieux entre les deux rives* », rappelant le patriotisme de son père spirituel²³.

La quatrième organisation influente, Tzu Chi, n'est pas issue de moines chinois arrivés en 1949, et est la seule dont la fondatrice ne s'est jamais rendue en Chine. Cela n'a pas empêché l'organisation de devenir, en 2008, la première ONG dirigée par un non-résident chinois à s'établir en Chine, où elle mène depuis de très nombreuses activités²⁴.

I.4. Organisations criminelles et secrètes

Les groupes criminels taïwanais sont composés d'au moins trois organisations structurées : Alliance céleste (天道盟), Bambou uni (竹聯幫) et le Gang des quatre mers (四海幫) ainsi que de nombreux groupes à l'assise locale (les jiaotou). Utilisés sous la dictature du KMT, ces gangs conservent une influence notable sur

²⁰ Site officiel du Bureau des affaires taïwanaises, [宋濤在京会见台湾妈祖宫庙代表](#), février 2023.

²¹ Entretien, octobre 2023.

²² « [Meeting Taiwan's new-age Buddhists](#) », BBC, 29 janvier 2014.

²³ « [佛光山住持心保率團赴北京答謝 宋濤會見](#) », Liberty Times, 1er mars 2023.

²⁴ « [Atheist China gives nod to Taiwan Buddhist group](#) », Reuters, 11 mars 2008.

la vie sociale politique et économique de l'archipel – influence issue notamment de la période « Hei Jin » (黑金) ayant accompagné la démocratisation, durant laquelle les mafias ont activement pris part à la vie politique taïwanaise.

Sur ces trois groupes, Bambou uni et le Gang des quatre mers sont historiquement d'identité chinoise, car fondés par les enfants des familles chinoises réfugiées à Taïwan en 1949. Les témoignages indiquent que les premières générations de parrains, dont certains restent influents, conservent une identité chinoise plus prononcée, et sont donc plus perméables aux arguments du Front uni. C'est notamment le cas de l'ancien parrain de Bambou uni, Chang An-Lo, investisseur en Chine et aujourd'hui à la tête du parti pour la promotion de l'unification, qui ne fait pas mystère de son objectif de recruter parmi les mafias taïwanaises au service de Pékin. L'Alliance céleste a, elle, vu le jour dans les années 1980 en tant qu'alliance des « Taïwanais de souche » (本省人), et est historiquement plus proche du DPP au pouvoir.

Toutes ces organisations criminelles, y compris l'Alliance céleste, investissent légalement sur le territoire chinois (usines, immobilier, milieu de la nuit) et tirent leurs revenus de plusieurs activités illégales déployées en Chine, dont le pari en ligne et le blanchiment d'argent, deux activités étroitement liées. Le marché est colossal : entre 2017 et 2022, sur les 190 cas de transferts d'argent illégal traités par le Bureau d'investigation taïwanais pour un montant total de près de 13 milliards d'euros, 86 % concernaient la Chine²⁵. « Nous n'excluons pas qu'une partie de cette somme soit liée à de l'argent provenant du Front uni », note un cadre du Bureau d'investigation taïwanais²⁶. Un des cas récents implique le groupe de pari chinois Yunbo (雲博集團), lequel avait recruté à Taïwan au moins 47 personnes pour l'aider à blanchir de l'argent sous la couverture d'une entreprise technologique. En échange de 100 000 euros de frais de fonctionnement mensuel transférés par cryptomonnaie, le groupe aurait géré en deux ans plus de 70 millions d'euros de mise. Le procureur général s'est dit inquiet de ce que ce canal puisse servir à « influencer les élections taïwanaises »²⁷.

Les témoignages internes confirment que les activités menées outre-détroit par ces groupes ne peuvent se faire sans une forme de tolérance de l'administration chinoise, voire par l'octroi de certains avantages, le tout sous l'aval du Front uni. « Ces dernières années, la Chine communiste tente activement d'attirer des mafias taïwanaises, en leur accordant des faveurs politiques et des privilèges », note un représentant du Bureau d'investigation taïwanais²⁸. Ces faveurs font planer la menace d'un ralliement d'une partie de ces groupes criminels à l'APL en cas d'invasion. Selon le député Wang Ting-Yu, environ 16 000 membres de ces groupes pourraient ainsi prendre les armes au service de la Chine. Au sein de ces organisations, beaucoup nuancent ce chiffre, rappelant le lien fort tissé entre la société taïwanaise et les membres de la pègre – un lien qui semble toutefois se distendre avec l'internationalisation et la numérisation des activités criminelles.

Cas à part, les Hongmen (洪門), forme de fraternité issue de la Société du ciel et de la terre chinoise, s'inscrivent à la jonction entre milieux criminel, religieux, politique et économique. L'organisation impose à ses membres de soutenir l'unification et assume de travailler au service de Pékin, notamment dans la fédération des diasporas chinoises à l'étranger. A Taïwan, elle est divisée en plusieurs branches qui regroupent politiciens, investisseurs et membres d'organisations criminelles, et participent à des degrés plus ou moins prononcés à des activités du Front uni. Le parti Zhi Gong de Taïwan (中華民族致公黨), issu de l'organisation Hongmen, a par ailleurs le privilège de pouvoir interagir avec son homologue chinois (中國致公黨), un des rares partis d'opposition officiellement tolérés en Chine sous la houlette du Parti communiste. L'organisation est toutefois en nette perte d'influence à Taïwan, notamment parmi la jeunesse.

²⁵ Données fournies par le Bureau d'investigation taïwanais, décembre 2023.

²⁶ Entretien, décembre 2023.

²⁷ « 博弈兼洗錢 兩岸經手 800 億 », UDN, 3 septembre 2023.

²⁸ Entretien, décembre 2023.

I.5. Médias, art et divertissement

La presse taïwanaise est à l'évidence en ligne de mire du Front uni, avec l'objectif de faire de ces acteurs des sous-traitants de la censure du PCC²⁹. L'exemple le plus documenté concerne les médias contrôlés par le groupe Want Want (旺旺中時媒體集團), géant de l'agroalimentaire comptant plus d'une centaine d'usines en Chine, mais aussi le journal China Times et la télévision Chung Tien, accusés de recevoir des consignes directes, voire de l'argent, du Front uni chinois³⁰. En novembre 2020, le régulateur taïwanais a refusé d'octroyer une licence à la télévision Chung Tien – première décision du genre – ; Chung Tien continue néanmoins de diffuser ses programmes sur internet.

Face à la prise de conscience de la société taïwanaise, la stratégie du Front uni dans le domaine semble gagner en finesse, comme l'indique une audition au Parlement du directeur du Bureau de la sécurité nationale³¹. L'accent est mis sur la production de contenus (fausses informations, courtes vidéos) et l'amplification de polémiques domestiques. Le but est que ces contenus soient relayés par les médias et les réseaux sociaux taïwanais. Un autre vecteur réside dans l'entretien de relations personnelles avec la sphère médiatique taïwanaise, à l'image du média UDN, dont une délégation a rencontré en 2018 des représentants du Front uni. « *La Chine a invité ces derniers mois des youtubeurs, des commentateurs, des journalistes et des représentants d'instituts de sondage, et certains ont rencontré Wang Huning, qui leur a sûrement donné des consignes* », assure le député Wang Ting-Yu. « *En fait, c'était ce que Pékin faisait avant avec Want Want, mais maintenant c'est plus discret* ».

Un autre aspect est à prendre en compte. Aidée par une langue commune, une part importante de l'industrie culturelle taïwanaise compte sur le marché chinois (cinéma, télévision, musique, etc.), et se voit donc soumise à la censure extra-territoriale de la Chine. Régulièrement, les célébrités taïwanaises sont appelées, voire forcées, à se faire les porte-voix de la propagande chinoise. La crainte d'être soumis à la pression des internautes ou des médias d'Etat chinois entretient une auto-censure prégnante au sein de l'industrie taïwanaise, y compris parmi les équipes techniques. Le dernier exemple en date concerne le célèbre groupe taïwanais Mayday, objet depuis le début du mois de décembre 2023 d'une enquête en Chine pour l'utilisation de *playback* pendant un concert. Cités par CNN, deux officiels du renseignement taïwanais affirment que « *les autorités chinoises feraient pression depuis des mois pour que Mayday déclare publiquement que Taïwan et la Chine font partie du même pays* »³².

I.6. Milieux académiques

Les étudiants et les milieux académiques taïwanais sont une autre priorité du Front uni, dont les intermédiaires publient directement sur les réseaux sociaux taïwanais des invitations pour des voyages à tarif réduit en Chine exclusivement dédiés aux jeunes étudiants, sportifs, entrepreneurs ou artistes taïwanais. Les organisations militantes étudiantes dénoncent, elles, des cas de professeurs invitant en privé leurs étudiants à se rendre en Chine dans le cadre d'échanges ou de foires à l'emploi liées au Front uni³³.

Les témoignages et articles des médias d'Etat chinois confirment que ces séjours sont fréquemment accompagnés de propagande sur la « grandeur » de la Chine et « l'opposition à l'indépendantisme

²⁹ HUANG Jaw-Nian, « China's influence on Taiwan's media: A model of transnational diffusion of Chinese censorship », in *China's Influence and the Center-Periphery Tug of War in Hong Kong, Taiwan and Indo-Pacific*, op. cit.

³⁰ « [Financial Times reports that Taiwanese media outlets are seeking chinese government](#) », *New Bloom Mag*, 18 juillet 2019.

³¹ « [有民調公司資金來自中國！國安局證實中共邀負責人、學者赴中](#) », *Liberty Times*, 6 novembre 2023.

³² « [中國施壓五月天 CNN：台灣官員指藝人遭空前打壓](#) », *CNA*, 28 décembre 2023.

³³ « [中國統戰滲透台灣校園](#) », *Pourquoi? media*, 18 décembre 2019.

taïwanais »³⁴, et entretiennent un sentiment « élitiste », donnant aux étudiants l'impression qu'ils ont été spécialement sélectionnés, ce pour les encourager à s'engager dans des activités en Chine. Des prix ou avantages matériels sont régulièrement attribués aux participants. Cette stratégie, si elle comporte une dimension politique évidente, sert également le développement économique et l'innovation chinois, en attirant des talents utiles, notamment au secteur des semi-conducteurs.

1.7. Milieux économiques

Pékin a très tôt encadré et coopté les investisseurs taïwanais en Chine, qui sont aujourd'hui plusieurs centaines de milliers et bénéficient de mesures préférentielles. Cette politique vise à accompagner la croissance et l'innovation chinoises, intimement liées à la contribution des industriels taïwanais, mais elle possède aussi un volet politique, avec l'exigence que ces communautés travaillent au service du Front uni. Le PCC a ainsi, dès les années 1990, autorisé la mise en place d'associations de représentations des investisseurs taïwanais, les Tai Xie (台協)³⁵. Selon un décompte récent du média The News Lens, ces organisations regroupent aujourd'hui environ 150 branches dans toute la Chine pour au minimum 24 000 membres, tous des Taïwanais³⁶. Elles sont regroupées au niveau national au sein de la Fédération nationale des investisseurs et entreprises taïwanais (全國台灣同胞投資企業聯誼會). Cette dernière est soumise à la supervision du Bureau des affaires taïwanaises, dont le directeur en est le président honoraire, et attend de ses membres qu'ils « respectent le principe d'une seule Chine ».

Ces organisations participent directement aux événements, aux invitations et à la propagande du Front uni. En juillet 2023, sept personnes, dont le président de l'Association des Taïwanais de Chansha, dans la province du Hunan (長沙台協), ont été condamnées pour avoir reçu des fonds du Bureau des affaires taïwanaises dans le but de financer des billets d'avion pour rentrer à Taïwan peu avant le scrutin présidentiel de janvier 2020. Le financement était proposé lors d'un banquet de soutien au candidat du Kuomintang, Han Guo-Yu, auquel 500 Taïwanais avaient participé³⁷.

Depuis l'élection du DPP et la rupture des canaux de communication paragouvernementaux entre Taipei et Pékin – notamment via la Straits Exchange Foundation 海基會 –, ces organisations ont vu leur rôle se renforcer. Elles permettent à Pékin de contourner de manière sélective le gouvernement taïwanais tout en alimentant au passage les critiques contre le parti au pouvoir, comme pendant le processus de rapatriement des Taïwanais au début de la pandémie de Covid-19³⁸.

Un autre levier de Pékin comprend les secteurs qui dépendent du marché chinois. Comme le montre Tsai Hung-Jeng³⁹, la Chine a utilisé, avant 2020, le tourisme de masse de ses citoyens comme instrument de pression politique, le tout appuyé par une couverture médiatique décrivant ces visites comme un « boost » pour l'économie taïwanaise. Juste avant les élections de 2020, Pékin a fait usage de cette carte en coupant le flot de touristes, espérant ainsi pousser une partie de l'industrie touristique vers le parti d'opposition. Ces dernières années, les interdictions successives d'importation de produits agroalimentaires, agricoles et piscicoles taïwanais par la Chine, officiellement pour raisons sanitaires, semblent participer de la même

³⁴ « [全國台聯第二十屆台胞青年千人夏令營開營「首來族」約占三分之一](#) », *China News*, 4 juillet 2023.

³⁵ 台灣同胞投資企業協會.

³⁶ « [兩岸交流冰封的當下，台商組織如何在「陸」地求生？](#) », *The News Lens*, 7 août 2020.

³⁷ « [挺韓國瑜餐會涉賄選 台商林懷判刑 3 年 2 月定讞](#) », *CNA*, 14 juillet 2023.

³⁸ « [武漢台商包機，媒體爭相訪問的「家長會長」徐正文到底是什麼人？](#) », *The News Lens*, 6 février 2020.

³⁹ TSAI Hung-Jeng, « China's influence on Taiwan's economy, The economic statecraft of mainland tourism », in *China's influence and the center-periphery tug of war in Hong Kong, Taiwan and Indo-Pacific*, op. cit.

stratégie, ce alors que le milieu agricole taïwanais est de longue date visé par le Front uni dont les membres participent régulièrement à des visites en Chine.

L'exemple de la pomme cannelle est représentatif. Alors que Pékin a interdit l'importation du fruit en 2021, son importation a finalement été ré-autorisée en juin 2023. Le Bureau des affaires taïwanaises a publiquement salué les efforts du vice-président du KMT, Andrew Hsia, et du chef du comté de Taitung, également membre du KMT, dans la reprise du commerce, ajoutant que « *les deux rives du détroit font partie de la même famille* »⁴⁰. Le gouvernement taïwanais accuse plus directement les interlocuteurs du Front uni de faire passer le message selon lequel l'acceptation du consensus de 92 – soutenu par le parti d'opposition et qui reconnaît l'appartenance de Taïwan à la Chine – serait un préalable à la vente des produits.

Enfin, selon les auteurs d'un ouvrage récent sur l'infiltration économique de la Chine⁴¹, Pékin chercherait à acquérir, *via* des territoires tiers, des entreprises taïwanaises qui pourraient lui permettre d'obtenir des informations sensibles sur les citoyens taïwanais ou de prendre le contrôle de certaines infrastructures critiques, à l'image du piratage des écrans des gares taïwanaises en août 2022. Les auteurs mentionnent ainsi l'exemple du site de voyage Eztravel (易遊網), qui serait possédé par l'entreprise chinoise Ctrip par l'intermédiaire d'une troisième entité (C-travel 公司). L'ouvrage affirme que la société indique, dans un de ses documents internes, que « *le gouvernement chinois a le droit d'ordonner [...] la soumission des informations personnelles des utilisateurs* ».

1.8. Communautés locales

Le Front uni et les bureaux des affaires taïwanaises contactent directement les strates les plus locales de la société taïwanaise, et notamment les chefs de quartiers (里長), plus petit échelon de représentation taïwanais. Pour assurer leur réélection, nombre de ces élus – souvent sans étiquette politique – organisent régulièrement des événements, loteries et banquets, pour lesquels les enquêteurs suspectent le Front uni de fournir des ressources matérielles ou financières.

A la mi-décembre, pour la première fois, un chef de quartier a été placé en détention provisoire après avoir organisé un voyage entièrement gratuit en Chine pour environ trente personnes, dont douze chefs de quartier. Le voyage, visiblement luxueux, était financé par le Bureau des affaires taïwanaises de la préfecture de Yan Tai, lequel donnait une fois sur place des instructions de vote à peine voilées (pour le KMT et contre le PDP)⁴². Pour échapper aux enquêteurs, les participants avaient payé un acompte qui était remboursé une fois sur place.

Selon la presse taïwanaise, plus de 30 % des chefs de quartier de Taipei se sont rendus en Chine cette année dans le cadre de voyages similaires, une augmentation directement liée au scrutin présidentiel et législatif selon le gouvernement taïwanais⁴³. Ces échanges inquiètent d'autant plus que les chefs de quartier sont le premier échelon de la stratégie de mobilisation citoyenne taïwanaise en cas de conflit militaire. L'article 18 de la loi sur la défense citoyenne (民防法) prévoit ainsi que ces chefs organisent à l'échelon local « *l'enseignement et la communication autour de la défense civile et la gestion des abris anti-aériens publics dans leur juridiction* ».

Le même phénomène se retrouve au sein des communautés autochtones taïwanaises, officiellement divisées en seize ethnies, principalement présentes dans le sud et l'est de l'île. Ces communautés, organisées

⁴⁰ « 國台辦：6/20起恢復台灣釋迦輪陸 果園包裝廠須獲註冊 », CNA, 20 juin 2023.

⁴¹ LAI Chung-Chiang, JIANG Min-xiu, OU Shu-Shao, HSU Kuan-Chak, TIEN Lung-Ying, *Découvrir le masque de l'infiltration chinoise à Taïwan (揭開中資滲透台灣的假面)*, 經濟民主連合, 2023.

⁴² « 選前組團免費赴中 首名里長收押 », *Liberty Times*, 15 décembre 2023.

⁴³ « 大陸不放行？大選剩不到 40 天 陸委會：史上首次未接獲大陸觀選團 », UDN, 7 décembre 2023.

autour de villages (部落) et d'une structure traditionnelle gérée par un ou des chefs de tribu, ont fait l'objet d'une intense politique de cooptation par le KMT. Elles disposent par ailleurs de six sièges fixes de représentation à l'Assemblée. Les témoignages confirment que ces réseaux sont utilisés par le Front uni pour son travail d'influence. L'exemple le plus connu concerne l'une de ces parlementaires autochtones, Gao Jin Su Mei (高金素枚), considérée par les enquêteurs taïwanais comme jouant un rôle de passerelle entre les unités du Front uni et les communautés autochtones de l'est de Taïwan. L'élue, qui a rencontré en 2019 Wang Yang, président du Comité national de la Conférence consultative du peuple, s'est engagée à « faire progresser la culture traditionnelle chinoise »⁴⁴, et emmène régulièrement des représentants locaux, fonctionnaires et artistes autochtones en Chine.

Selon un rapport du média et groupe militant Watchout ? s'appuyant sur des déclarations publiques des intéressés⁴⁵, Pékin aurait également commencé à viser, dès 2020, les agences de développement local ou de quartier de Taïwan (地方創生), notamment à travers des concours ou des subventions⁴⁶. D'après les témoignages recueillis par Watchout, le Front uni profiterait de l'insatisfaction de ces agences face aux baisses de subventions du gouvernement taïwanais. A Taïwan, une de leurs portes d'entrée serait une société enregistrée à Nantou (小鎮文創), dont le président a créé, en 2019, une entreprise de tourisme culturel basée dans le Fujian (福建橙翔文旅).

2. Un bilan en demi-teinte

L'appellation « proxies », empruntée à l'analyste Michael Cole, laisse penser à un réseau structuré mobilisable à tout moment par le PCC. En réalité, il s'agit d'un spectre d'acteurs aux motivations, aux intérêts et aux profils divers, dont beaucoup tirent l'essentiel de leurs revenus de cette coopération avec les unités du Front uni. Ce rapport aux intérêts chinois invite à nuancer la détermination réelle de ces proxies à servir pleinement les objectifs de Pékin. En privé, certains se font en effet très critiques du PCC et reconnaissent des dilemmes moraux ainsi que de profonds désaccords entre les participants sur le degré d'engagement avec la Chine. La question reste entière de savoir de quelle manière ces acteurs réagiraient en cas de conflit, et de mesurer la capacité de Pékin à leur forcer la main si nécessaire.

Il apparaît également légitime de s'interroger sur une possible contribution de ces partenaires au *containment* des factions les plus va-t'en-guerre du PCC, alors que la loi anti-sécession chinoise mentionne justement « l'anéantissement des possibilités de réunification pacifique » comme un des trois motifs justifiant l'usage de la force face à Taïwan. C'est en tout cas un des arguments évoqués par certains des participants du Front uni à Taïwan, qui trouvent ainsi une justification morale à leurs actions.

Par ailleurs, malgré la quantité considérable d'acteurs et de participants taïwanais engagés dans des activités en lien avec le travail du Front uni, ces efforts produisent en apparence de maigres résultats. Selon les sondages annuels de l'Université Chengchi, moins de 2 % de la population taïwanaise soutient l'unification immédiate. La reprise en main accélérée de Hongkong et la gestion brutale et opaque de l'épidémie de Covid-19 ont annulé, voire rendu contre-productifs, les efforts déployés par Pékin, comme en témoigne la réélection triomphante du Parti démocrate progressiste en 2020.

Malgré tout, le PCC peut se targuer de quelques succès. Le plus évident d'entre eux est d'avoir réussi à marginaliser l'idée d'une déclaration d'indépendance formelle au sein du débat public taïwanais, encore au

⁴⁴ « 高金素梅訪北京達成 5 倡議 被轟「憑什麼代表台灣」 », *Liberty Times*, 28 juin 2019.

⁴⁵ Publication Facebook du groupe 暗坑文化工作室, 4 août 2023.

⁴⁶ « 中國統戰滲透地方創生團體? 國發會: 地方創生不應成統戰看板, 將檢討獲獎與補助資格 », *The News Lens*, 6 août 2023.

programme du DPP à la fin des années 1990. Le nombre des partisans d'une déclaration d'indépendance immédiate – ce qui signifie la création d'une « République de Taïwan » – diminue ainsi depuis le début des années 2000, au profit d'un soutien majoritaire au *statu quo* – le maintien de la souveraineté de l'archipel dans le cadre de la Constitution de la République de Chine.

Les affaires d'espionnage et de coopération avec le PCC, même quand elles échouent, alimentent par ailleurs la sensation d'un « ennemi intérieur » à même de diviser la société. La défiance des Taïwanais envers les médias, la sphère politique ou l'armée peut être considérée comme une conséquence collatérale de la stratégie chinoise. La chasse aux infiltrés menée par la société taïwanaise, notamment sur les réseaux sociaux, génère enfin des effets contre-productifs en stigmatisant des groupes qui n'étaient pas nécessairement favorables à Pékin. Pour contrecarrer l'influence du Parti nationaliste chinois et de la Chine, le DPP a par ailleurs activement recruté au sein des médias, des milieux économiques ou de la pègre taïwanaise, une stratégie assumée par certains membres du parti qui y voient une résistance face aux efforts du Front uni. Ces connivences valent au parti en exercice depuis 2016 d'intenses critiques, et sont même devenues un des thèmes de la campagne présidentielle.

Depuis la levée des restrictions sanitaires en Chine, les échanges avec Taïwan ont repris de plus belle, avec plus d'un million d'entrées de Taïwanais en Chine entre janvier et août 2023, soit dix fois plus que l'année précédente⁴⁷. L'année 2023 été placée sous le signe de l'année des « grands échanges » avec Taïwan (Da Jiao Liu Nian 大交流年), dans le cadre de laquelle les Taïwanais n'étant jamais allés en Chine (首來族) sont considérés prioritaires. Les invitations sur des thématiques en vogue et en apparence sans contenu politique sont légion – par exemple les nouveaux médias, le e-sport, la photographie, l'entrepreneuriat, la danse, etc. Le Bureau d'investigation confirme ainsi une stratégie qui s'étend « à l'ensemble des pans de la société » (全面化) et devient de plus en plus indirecte (迂迴) et masquée (隱蔽). Cet effort doit composer avec la sensibilité accrue du régime chinois face aux « forces extérieures », notamment depuis la révision de la loi contre l'espionnage en juillet 2023. Ces derniers mois, le gouvernement taïwanais rapporte des interrogations, des fouilles d'ordinateurs ou des pressions plus fréquentes exercées sur des Taïwanais lors de visites en Chine. Les participants ont par exemple l'interdiction de prendre des photos et doivent ajouter WeChat pour communiquer, note un haut responsable du bureau d'investigation. La pandémie de Covid-19 a par ailleurs poussé le Front uni à numériser sa stratégie, en termes de flux d'argent (donations sur des plateformes en ligne, crypto-monnaies) comme de prises de contact.

Depuis son élection en 2016, le DPP a renforcé l'arsenal législatif visant à contrecarrer le travail d'ingérence du PCC. En 2019, la révision de l'article 2 de la Loi sur la sécurité nationale définit le crime de développement d'une organisation au service d'acteurs contrôlés par la Chine continentale, Hongkong ou Macao, avec une sanction alourdie en cas de condamnation. Révisée la même année, la Loi sur les relations entre les deux rives interdit aux gradés retraités de l'armée, aux anciens diplomates ou aux fonctionnaires d'organismes liés à la sécurité d'État de participer à tout événement « de nature politique » organisé en Chine.

La réponse de Taïwan bute toutefois sur la difficulté de contrôler les flux d'argent, notamment quand ils passent par des territoires tiers, des monnaies virtuelles ou des donations sur des plateformes en ligne. L'exigence de transparence des comptes des temples locaux a provoqué une vive opposition des intéressés, et comme le note le Bureau d'investigation taïwanais, la Chine « refuse nos demandes de coopération sur les comptes financiers suspects », ce qui limite la capacité à « reconstituer de manière exhaustive la trajectoire des fonds transférés entre les deux rives par le biais de tiers »⁴⁸.

⁴⁷ Ministère des Affaires continentales de Taïwan, novembre 2023.

⁴⁸ Réponse par courrier électronique en décembre 2023.

Ces efforts se heurtent également à la réticence de la société taïwanaise face à un contrôle gouvernemental accru. Alors que beaucoup de lois de contrôle et de surveillance ont été levées lors de la démocratisation, une partie des soutiens du parti en exercice, alors dans l'opposition, appellent aujourd'hui à renforcer davantage les mécanismes de contrôle et de sanction. Le député Freddy Lim, membre de la commission de défense nationale, fait part de ces débats en cours : « *Moi, je considère que le soutien à l'unification fait aussi partie de la liberté d'expression, donc nous ne devrions pas l'interdire. Ce qu'on fait au niveau de la loi, c'est essayer de faire un lien avec le flux d'argent. L'autre aspect est de renforcer l'obligation de transparence et la publication des sources de revenu de ces acteurs, par exemple des médias ou des plateformes en ligne* »⁴⁹.

La société civile réagit aussi. Souvent critiquée pour son insuffisante mobilisation face aux menaces chinoises, la jeune génération a développé une capacité de discernement quant aux éléments de propagande chinoise ou aux invitations émanant du Front uni qui la distingue de ses aînés. Les médias indépendants (Storm Media, The Reporter, etc.), les plateformes de *fact checking* (Taiwan Fact Checking Center) ou les ateliers de défense civile (Forward Alliance, Kuma Academy), qui comportent un volet sur les stratégies d'influence, remportent un réel succès.

Au-delà de réponses purement judiciaires et répressives, les entretiens avec les acteurs impliqués dans la stratégie du Front uni à Taïwan montrent que la sensibilisation (médiatisation des cas, formations civiles) et la consolidation d'un système de valeurs communes (démocratie, liberté d'expression et de la presse, droits humains) participent à dissuader les acteurs de s'engager dans des activités en lien avec le Front uni. A Taïwan, le renforcement de la démocratie est clairement un des antidotes face aux stratégies visant à la déstabiliser.

⁴⁹ Entretien, décembre 2023.

FRS PROGRAMME TAIÛWAN
SUR LA SÉCURITÉ ET LA DIPLOMATIE

FONDATION
pour la RECHERCHE
STRATÉGIQUE